

Accord boréal



C'est dans une minuscule communauté des Territoires du Nord-Ouest que le premier ministre Brian Mulroney a signé, l'an dernier, une entente de principe historique qui permettra aux Indiens Dénés et Métis de la région de devenir les plus grands propriétaires terriens privés de l'Amérique du Nord.

Quelque 15 000 Dénés et Métis, habitant la vallée du Mackenzie, dans les Territoires du Nord-Ouest, deviendront propriétaires d'un territoire d'environ 10 000 km² et de son sous-sol.

Le premier ministre Brian Mulroney et George Erasmus, chef de l'Assemblée des Premières Nations, après la signature d'une entente de principe historique.

Ainsi, ces deux collectivités auraient droit à la moitié de la première tranche de deux millions de dollars perçus sur les ressources par le gouvernement, et à 10 % de tout montant dépassant cette somme. Les premiers 20 millions de dollars ne seraient

pas imposables. Cette entente établit les dispositions d'un accord selon lequel elles se verraient également conférer des droits particuliers sur un territoire d'une superficie totale de 180 000 km², et participeraient à toute décision relative à la gestion des sols, à la faune et à l'aménagement des eaux. À compter de 1990, les Indiens Dénés et Métis auront droit à une somme de 500 millions de dollars, qui leur sera versée en espèces par tranches échelonnées sur une période de vingt ans.

« Pour les Dénés et les Métis, c'est un jour de justice. Pour le Nord, c'est un jour qui annonce la réalisation de progrès sur les plans économique et politique », a déclaré

le premier ministre Mulroney en signant cette entente. « Lorsqu'on lui aura donné sa forme définitive, cette entente établira une nouvelle relation plus solide et plus saine entre les citoyens de cette région et leurs gouvernements », a-t-il ajouté. Selon lui, la signature de cette entente marque, pour les Dénés, un réel progrès dans la voie de l'autodétermination.

Cependant, le droit à l'autodétermination en soi et les droits ancestraux ne sont pas compris dans cet accord et devront faire l'objet de discussions au cours des deux prochaines années entre le gouvernement du Canada et les dirigeants autochtones.

Victoria victorieuse

Victoria, la capitale de la Colombie-Britannique, accueillera les Jeux du Commonwealth en 1994.

La Fédération des Jeux du Commonwealth a pris cette décision à Séoul, où se sont tenus les Jeux olympiques d'été en septembre 1988. Victoria l'a emporté à la majorité au premier tour de scrutin.

Selon David Black, président du groupe soumissionnaire de Victoria, c'est « la façon dont nous nous y sommes pris qui a fait toute la différence. Nous avons fait en sorte de connaître les délégués et leurs besoins afin de chercher à les satisfaire. Les Jeux sont maintenant garantis . . . , nous disposons d'une bonne équipe de gestion ainsi

que des fonds nécessaires. Nous ferons de ces Jeux un événement mémorable. »

Peut-être les délégués étaient-ils en quête d'un ange gardien qui sauverait les Jeux du Commonwealth. On se rappellera en effet que les Jeux de 1986 à Édimbourg avaient été une véritable catastrophe financière, plus de la moitié des pays inscrits s'étant retirés en signe d'opposition à l'apartheid.

Les Jeux de 1994, qui se dérouleront du 18 au 28 août, feront de Victoria la quatrième ville canadienne à se voir attribuer, depuis 1930, l'honneur d'accueillir les Jeux du Commonwealth.